



**Arrêté préfectoral portant prolongation d'enquête publique environnementale
Société ALI
Autorisation de requalification du site « Confluences »
en plate-forme industrielle et logistique
Commune de Clairoix**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les parties législative et réglementaire, Livre I, Titre II, Chapitre III et spécialement son article L 123-9 ;

Vu l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

Vu le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;

Vu le décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 2021 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R. 123-11 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le projet de la société ALI, sise Le Bac à l'Aumône à Clairoix, déposé le 15 avril 2024, complété le 9 octobre 2024, par lequel la société sollicite l'autorisation environnementale de requalification du site « Confluences » en plate-forme industrielle et logistique sur le territoire de la commune de Clairoix, au titre des rubriques n°s 1450, 4511, 4331-1 et 4755-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, pour les activités soumises à autorisation ;

Vu les dossiers produits à l'appui de la demande ;

Vu l'avis de l'Autorité environnementale du 11 juin 2024 ;

Vu le mémoire en réponse du 21 octobre 2024 du pétitionnaire à l'avis de l'Autorité environnementale ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 11 octobre 2024 déclarant la recevabilité du dossier susvisé ;

Vu la décision de la présidente du tribunal administratif d'Amiens du 23 octobre 2024 portant désignation du commissaire enquêteur et de son suppléant ;

Vu la décision motivée du 1^{er} février 2025 du commissaire enquêteur pour, notamment, l'organisation d'une réunion publique ;

Considérant :

1. Que l'enquête concerne la restructuration du site « Confluences » qui sera partiellement détruit pour reconstruire six nouvelles cellules de stockage dédiées à la logistique, divers locaux techniques et le positionnement de la voirie et des stationnements associés sur le territoire de la commune de Clairoix ;

2. Qu'au 1^{er} février 2025, treize contributions ont été recueillies ;

3. Que depuis le 19 janvier 2025, les citoyens et les parties prenantes au projet se sont mobilisés sur la question de l'impact du projet sur la circulation routière ;

4. Qu'il apparaît nécessaire de mettre en place un échange plus direct et interactif entre le public et le porteur du projet pour clarifier certains aspects du projet, répondre aux préoccupations exprimées et de favoriser un débat éclairé entre toutes les parties concernées.

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : OUVERTURE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

L'enquête publique portant sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société ALI, sise Le Bac à l'Aumône à Clairoix, est prolongée jusqu'au jeudi 27 février 2025 à 17h00 inclus en application des dispositions prévues par l'article L 123-9 du Code de l'environnement.

Deux permanences supplémentaires sont effectuées par le commissaire enquêteur :

- jeudi 20 février 2025 de 14 h 00 à 17 h 00,
- jeudi 27 février 2025 de 14 h 00 à 17 h 00.

Une réunion publique est organisée le 20 février 2025 à 20 h 00 dans la salle polyvalente de la commune de Clairoix (à côté de la place des fêtes).

ARTICLE 2 : INFORMATION DU PUBLIC

En application de l'article R. 123-9 du Code de l'environnement, le public est informé que :

1. L'enquête publique environnementale porte sur la requalification du site « Confluences » en plateforme industrielle et logistique, au titre des rubriques n^{os} 1450, 4511, 4331 et 4755-2, pour les activités soumises à autorisation, sur le territoire de la commune de Clairoix.

2. La demande vise à restructurer la plate-forme logistique actuelle en procédant à la destruction de certains bâtiments et à la reconstruction de nouveaux.

3. Le préfet de l'Oise est l'autorité compétente pour prendre par arrêté la décision qui peut être une autorisation assortie du respect de prescriptions ou un refus.

4. M. Jean-Louis SEVÈQUE, docteur en géochimie – expert auprès des juridictions, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour procéder à l'enquête publique.

M. Patrice MOUNAIX, directeur de l'institut des métiers et de l'artisanat en retraite est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour poursuivre l'enquête publique en cas d'empêchement du commissaire enquêteur titulaire.

5. Le siège de l'enquête publique est situé à la mairie de la commune de Clairoix. Le commissaire enquêteur assurera des permanences, pour recevoir les observations écrites et orales du public les jours suivants :

- Lundi 13 janvier 2025 de 14 h 00 à 17 h 00
- Mercredi 22 janvier 2025 de 9 h 00 à 12 h 00
- Jeudi 6 février 2025 de 15 h 00 à 18 h 00
- Vendredi 14 février 2025 de 9 h 00 à 12 h 00
- jeudi 20 février 2025 de 14 h 00 à 17 h 00
- jeudi 27 février 2025 de 14 h 00 à 17 h 00.

Une réunion publique est organisée le 20 février 2025 à 20 h 00 dans la salle polyvalente de Clairoix.

6. Le dossier de demande d'autorisation environnementale, comprenant la demande, la note de présentation non technique, le résumé non technique, l'étude de danger, les plans et les annexes sont consultables et téléchargeables sur le site internet des services de l'État dans l'Oise (www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-enquetes-publiques) dès l'affichage de l'avis d'enquête. Ils sont consultables à la direction départementale des territoires, bureau de l'environnement, du lundi au vendredi de 9 h 00 à 11 h 00 et de 14 h 00 à 16 h 00.

7. Dès l'affichage et pendant toute la durée de l'enquête, les dossiers papier et numérique pourront être consultés par toute personne intéressée aux heures habituelles d'ouverture à la mairie de Clairoix.

8. Les mêmes documents en version numérique sont consultables aux heures habituelles d'ouverture des mairies, sur un poste informatique mis à disposition, dans les communes de Bienville, Choisy-au-Bac, Compiègne, Janville et Margny-les-Compiègne.

9. Pendant la durée de l'enquête, le public pourra consigner ses observations et propositions :

- sur le registre d'enquête tenu à sa disposition à la mairie de Clairoix,
- par courrier adressé à la commune de Clairoix à l'attention du commissaire-enquêteur,
- par courrier électronique adressé à : ddt-seef-environnement@oise.gouv.fr

10. Les observations faites sur les registres et par voie postale, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront consultables sur le site internet des services de l'État dans l'Oise (www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-enquetes-publiques).

11. Toute information sur le dossier peut être demandée auprès de M. Christophe GARDES, directeur général de la société PKM, Mail : c.gardes@pkmlogistique.fr, Tél. : 06 66 00 49 83 – Société ALI, Le Bac à l'Aumône 60 280 Clairoix ou à la direction départementale des territoires, service de l'eau de l'environnement et de la forêt, bureau de l'environnement, 40 rue Racine à Beauvais.

ARTICLE 3 : PUBLICITÉ DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Un avis au public est affiché par les soins des maires des communes de Clairoix, Bienville, Choisy-au-Bac, Compiègne, Janville et Margny-les-Compiègne.

L'affichage a lieu à la mairie, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et jusqu'à la fin de celle-ci, de manière à assurer une bonne information du public. L'accomplissement de cet affichage est certifié par le maire de chaque commune où il a lieu, au terme de la durée de l'enquête. L'avis qui doit être publié en caractères apparents comporte les indications prévues à l'article L. 123-10 du Code de l'environnement.

Cet avis est également publié à la demande du préfet de l'Oise et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux diffusés dans le département concerné.

En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, la société visée ci-avant procède à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Ces affiches doivent être visibles et lisibles des voies publiques et être conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté ministériel du 9 septembre 2021.

L'avis d'enquête publique est également publié par voie dématérialisée sur le site internet des services de l'État dans l'Oise (www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-enquetes-publiques).

ARTICLE 4 : CLÔTURE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

À l'expiration du délai d'enquête, le registre est mis à disposition du commissaire enquêteur et clos par lui.

Les conseils municipaux des communes précitées devront émettre leur avis sur la demande d'autorisation, dès l'ouverture de l'enquête et, au plus tard, dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

Le commissaire enquêteur annexera au registre, sur lequel sont consignées les observations ou oppositions, les déclarations écrites qui lui seront présentées ou adressées.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire-enquêteur rencontrera, sous huitaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet dispose alors d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

ARTICLE 5 : RAPPORT ET CONCLUSIONS

Le commissaire enquêteur établit son rapport et ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet, dans un délai de 30 jours suivant la clôture de l'enquête publique.

Il transmet au préfet l'exemplaire du dossier de l'enquête publique environnementale déposé au siège de l'enquête, accompagné des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées pour la demande d'autorisation environnementale. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées pour chaque demande à la présidente du Tribunal administratif d'Amiens.

ARTICLE 6 : PUBLICITÉ DU RAPPORT D'ENQUÊTE PUBLIQUE ET DES CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Le préfet de l'Oise adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions au responsable du projet et au maire de Clairoux.

La copie du rapport et des conclusions est aussi adressée à la mairie de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête pour y être, sans délai, tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Les personnes intéressées pourront également prendre connaissance du mémoire en réponse du demandeur et du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur à la direction départementale des territoires, bureau de l'environnement. Ces éléments seront mis à disposition du public sur le site internet des services de l'État dans l'Oise pour une durée qui ne peut être inférieure à un an à compter de la décision finale.

ARTICLE 7 : DÉCISION

En application des articles R. 181-41 et R. 181-42 et R. 181-50 du Code de l'environnement, il est rappelé que l'autorité préfectorale statue sur la demande d'autorisation environnementale dans le délai de deux mois à compter du jour de l'envoi par l'autorité préfectorale au pétitionnaire du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur.

Ce délai est toutefois prolongé d'un mois lorsque l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ou celui du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques est sollicité.

Ces délais peuvent être prorogés par arrêté préfectoral motivé de l'autorité préfectorale dans la limite de deux mois, ou pour une durée supérieure si le pétitionnaire donne son accord.

En l'absence de décision à l'issue du délai ainsi déterminé, le silence gardé par l'autorité préfectorale pour statuer sur la demande d'autorisation environnementale vaut décision implicite de rejet.

Le délai de recours du pétitionnaire contre la décision implicite de refus est de deux mois.

Le contentieux est un contentieux de pleine juridiction.

La juridiction compétente est le Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80 000 AMIENS.

La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 8 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, les maires des communes de Clairoux, Bienville, Choisy-au-Bac, Compiègne, Janville et Margny-les-Compiègne, le directeur départemental des territoires de l'Oise et le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 07 FEV. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général


Frédéric BOVET

Destinataires

Société ALI

La présidente du Tribunal administratif d'Amiens

Le sous-préfet de Compiègne

Les maires des communes de Clairoix, Bienville, Choisy-au-Bac, Compiègne, Janville et Margny-les-Compiègne

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspectrice de l'environnement s/couvert du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

Monsieur Jean-Louis SEVÈQUE, Commissaire enquêteur